

**Pour la justice climatique et l'élimination de la pauvreté au Canada**  
**Les communautés croyantes au Canada prennent la parole**

Septembre 2015

**Introduction**

1. Les causes et les effets des changements climatiques mondiaux sont devenus de plus en plus perceptibles. La quantité mesurable du dioxyde de carbone dans l'atmosphère dépasse les 400 parties par million, plus qu'à toute autre époque dans l'histoire de l'humanité. Cette évolution des plus graves est avant tout le fait des êtres humains qui détruisent les forêts et utilisent des combustibles fossiles comme le pétrole et le gaz. Nous voyons s'enchaîner les conséquences de niveaux sans précédent de dioxyde de carbone dans l'atmosphère : hausse globale des températures moyennes entraînant des phénomènes météo extrêmes et des cataclysmes qui affectent des populations de plus en plus nombreuses; évolution de la chimie des océans avec un impact apparemment irréversible sur la vie marine; baisse de la diversité et de la santé des communautés végétales et animales sur la terre ferme. Ces effets font que l'environnement précieux, unique, de la vie sur Terre est maintenant gravement détérioré.
  
2. Nous continuons d'observer et de vivre une expansion de la pauvreté alors que la production alimentaire est abondante et qu'on peut facilement subvenir aux besoins vitaux de base au Canada. Quand se creuse le fossé de la richesse et du partage entre ceux qui ont accès à plus de ressources et ceux qui en ont moins, ce sont les collectivités les plus pauvres qui ressentent le plus tôt et le plus longtemps l'impact des changements écologiques et économiques: le mode de vie traditionnel des communautés de l'Arctique est menacé; on diminue l'accès aux soins de santé pour les nouveaux arrivants et les réfugiés; les services visant à protéger les revenus et le bien-être des jeunes et des aînés déclinent; et les Premières Nations affrontent de graves problèmes sociaux et économiques.
  
3. Nous savons désormais que cette double série de défis se rattache à une crise spirituelle, morale et éthique qu'on peut formuler comme suit : les Canadiennes et les Canadiens vont-ils agir en bons voisins à la fois dans leur milieu humain et dans leur milieu naturel si, à long terme, la santé de l'un dépend de la santé de l'autre?

**Les communautés croyantes au Canada**

4. Croyantes et croyants se regroupent depuis longtemps pour promouvoir les soins de santé, l'éducation, les services sociaux et pour plaider en faveur de la paix et du bien commun. Avec nos institutions religieuses, nous aspirons à illustrer et à enseigner une

vie de fidélité qui réponde au commandement divin de l'amour et de la sollicitude universelle. La présente déclaration éclaire une voie que les personnes de foi et de bonne volonté peuvent suivre ensemble en unissant leurs efforts d'éducation, de réflexion, de participation citoyenne et d'action.

5. Le 8 mars 2011, la *Déclaration interreligieuse sur la foi et la pauvreté. L'heure est au leadership et à l'action* était signée au terme d'une réflexion et de réunions sur la Colline du Parlement. De même, le 25 octobre 2011, l'*Appel interreligieux canadien au leadership et à l'action pour la justice climatique* était signé par plus de 60 chefs religieux. Les communautés croyantes ont étudié ces appels à l'action et se sont efforcées d'y donner suite. Aujourd'hui, il faut faire plus. Nos efforts pour la justice, pour le bien-être humain et pour la survie de la planète doivent désormais converger.
6. Les États membres des Nations Unies vont adopter un engagement mondial sur des Objectifs de développement durable en septembre 2015 ainsi qu'une nouvelle entente internationale pour réduire les émissions de gaz à effet de serre lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 21) à Paris en décembre 2015. Ici, nous voyons approcher le 150<sup>e</sup> anniversaire du Canada et des élections fédérales doivent se tenir en octobre 2015.
7. Nous sommes heureux de pouvoir partager les convictions et les valeurs qui nous viennent de nos Écritures et qui orientent notre action: la recherche d'un équilibre harmonieux entre les personnes et l'environnement, le souci éthique des pauvres et des défavorisés et l'appui au bien-être de toutes et de tous. Il faut de toute urgence à notre pays et à la communauté mondiale une éthique de justes relations en politique sociale, économique et environnementale. Il importe donc qu'en 2015 nous unissions de nouveau nos voix croyantes dans la prière et l'action pour promouvoir la justice climatique et éliminer la pauvreté au Canada.

### **Promouvoir la justice climatique au Canada**

8. En 2009, le Canada s'est engagé à réagir au changement climatique en réduisant ses émissions de gaz à effet de serre. Selon le Commissaire à l'Environnement, le pays n'atteindra probablement pas ses objectifs. On a annoncé un nouvel objectif en vue de la conférence de Paris sur le climat : c'est l'objectif le moins ambitieux de tous ceux qu'ont annoncés jusqu'ici les pays du G-7. Avec les autres dirigeants du G-7, notre premier ministre s'est engagé à « décarboner » notre économie d'ici 2100. Il nous faut un plan complet, avec les politiques nécessaires et l'appui total des Canadiens, pour

tenir notre promesse de réduire nos émissions, atteindre ou dépasser les objectifs fixés, et faire notre part pour ralentir les effets du changement climatique. Les progrès rapides de l'énergie solaire depuis cinq ans rendent techniquement et économiquement faisable le passage d'une économie axée sur l'énergie au carbone à une énergie fondée sur les énergies renouvelables. C'est maintenant une affaire de leadership et d'appui citoyen.

9. En tant que responsables de communautés croyantes, nous comprenons que le changement climatique exige plus que des ajustements techniques : il faut une transformation spirituelle et morale, voire même écologique. Nous nous engageons à jouer notre rôle et à nommer franchement et sans détour la crise actuelle, à nous sensibiliser davantage à son urgence, à encourager les gestes qui modifieront notre économie de croissance fondée sur la consommation en une économie de saine gestion fondée sur la sollicitude, et à faire évoluer nos interventions communautaires et l'utilisation de nos édifices de manière à respecter les normes de durabilité et l'intégrité écologique de la vie humaine et de la vie de la nature.
10. À l'approche de la 21<sup>e</sup> Conférence des parties de la Convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques (COP 21) à Paris en fin d'année, nous invitons respectueusement notre gouvernement à préparer un plan d'action sur le climat qui relie et coordonne les instances fédérales, provinciales et municipales et assure un leadership d'ensemble pour :
  - a) Exercer une influence positive sur les négociations à Paris en vue d'une entente internationale contraignante capable d'assurer la stabilité à long terme de notre climat. Les scientifiques nous disent que pour y arriver, la hausse moyenne de la température mondiale doit rester bien en deçà de 2 degrés Celsius par rapport aux températures de l'époque préindustrielle;
  - b) Fixer des cibles plus strictes et plus ambitieuses en matière d'émissions au Canada en travaillant avec tous les paliers de gouvernement à mettre en place un ensemble de politiques qui pourraient comprendre : la tarification des émissions de carbone, l'élaboration et la promotion d'une politique nationale des énergies renouvelables, la fin des subventions aux combustibles fossiles, et une politique publique qui encourage la création d'un nombre croissant d'emplois durables et de grande qualité dans le secteur des énergies renouvelables;
  - c) Fournir une aide aux pays pauvres les plus touchés afin qu'ils puissent s'adapter et atténuer l'impact du changement climatique. Cela pourrait se faire par l'entremise du Fonds vert de l'ONU pour le climat (une juste contribution du Canada en nouveaux décaissements serait d'au moins 500 millions \$ par année).

## Éliminer la pauvreté au Canada

11. *Dignité pour touTEs: la campagne pour un Canada sans pauvreté*, qu'appuient nombre de communautés croyantes, signale que près de 4,8 millions de Canadiennes et de Canadiens peinent à joindre les deux bouts. On a présenté des requêtes au Parlement, déposé des études et formulé des recommandations dans le but de susciter un plan national anti-pauvreté pour le Canada... le recours aux banques alimentaires n'en a pas moins augmenté de 25% depuis la récession de 2008-2009.
12. Plusieurs communautés croyantes canadiennes s'emploient activement à atténuer la pauvreté. Elles vont continuer d'offrir des services et des programmes à ceux et celles qui ont faim, de fournir un refuge aux sans-abri et d'aider les nouveaux arrivants à s'établir ici. Outre leur travail pour et avec les personnes qui vivent dans la pauvreté, les communautés croyantes ont une longue tradition de plaidoyer soutenu auprès de l'État et d'autres institutions sociales pour des réformes structurelles qui visent à éliminer la pauvreté.
13. Alors que l'Assemblée générale des Nations Unies se réunit en septembre pour adopter les Objectifs de développement durable (ODD), nous relevons que le premier ODD appelle les États à mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes, partout, même chez eux. Aussi invitons-nous respectueusement notre gouvernement à élaborer, adopter et mettre en œuvre un plan fédéral pour l'élimination de la pauvreté, qui complète les plans provinciaux et territoriaux et qui, entre autres politiques publiques :
  - a) Assure un investissement fédéral suffisant dans la sécurité sociale de tous les Canadiens. Cela pourrait comporter un accroissement de l'aide financière aux familles à faibles revenus avec enfants, l'élargissement de l'admissibilité à l'assurance-emploi et l'établissement progressif d'un revenu minimum de base pour tous les citoyens;
  - b) Comprenne un financement fédéral adéquat pour le logement social;
  - c) Lance un système plus complet d'éducation de la petite enfance, de garderies abordables et de soutien aux parents de jeunes enfants.

## Les peuples autochtones au Canada

14. Les peuples autochtones au Canada connaissent depuis longtemps les effets de la pauvreté et sont généralement parmi les premiers à subir l'impact du changement climatique. À titre de premiers habitants et de premiers gardiens de la terre, les Premières Nations, les Métis et les Inuit ont une perspective privilégiée dont nous avons

tous et toutes à apprendre. En cheminant de concert, nous pourrons relever le défi de conclure de nouvelles ententes et d'améliorer les relations entre nous afin de promouvoir la justice climatique et d'éliminer la pauvreté.

15. Nous saluons les Appels à l'action des Commissaires de Vérité et Réconciliation : ils ouvrent la porte à des conversations et des décisions dont l'ampleur et l'impulsion transformatrice permettront aux Canadiennes et aux Canadiens de préciser l'avenir meilleur qu'ils entendent se donner. Les communautés croyantes qui vivent depuis longtemps dans une société fondée sur des relations de justice et d'équité vont continuer de rechercher et de cultiver la réconciliation avec les peuples autochtones. Nous le ferons en compagnie des peuples autochtones et guidés par eux de manière à garantir l'authenticité des processus menant à des relations renouvelées, en particulier pour ce qui a trait aux écoles et aux programmes d'enseignement.
16. Nous entendons promouvoir les grands changements indispensables à notre société pour surmonter les obstacles à une réconciliation authentique. C'est ainsi que nous invitons respectueusement notre gouvernement à répondre pleinement aux recommandations que lui adresse le rapport final de la Commission de Vérité et Réconciliation sur les pensionnats indiens (CVR), et notamment:
  - a) À faire de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones le fondement de relations améliorées avec les peuples autochtones et à rendre compte régulièrement de sa mise en application;
  - b) À lancer une enquête, à laquelle il participera pleinement, sur la tragédie persistante de la disparition et de l'assassinat de femmes et de jeunes filles autochtones;
  - c) En coordination avec des communautés inuit, métisses, des Premières Nations, dont les communautés autochtones en milieu urbain, à répondre à des besoins de financement précis pour l'eau potable, les soins de santé, le logement. De même, nous faisons écho au rapport de la CVR pour appeler le gouvernement fédéral à assurer un financement aux enfants des Premières Nations qui étudient dans les réserves et aux enfants des Premières Nations qui étudient dans des établissements comparables hors réserve, afin d'aider ces communautés à prendre en mains leur éducation.
17. Les communautés croyantes soussignées s'unissent dans la prière pour que la justice climatique, l'élimination de la pauvreté et de nouvelles assises au bien-être des peuples autochtones deviennent autant de balises de notre engagement à devenir de bons voisins – en collaboration avec nos gouvernants élus – pendant ces prochains mois si

importants de l'année 2015 et par la suite.

Puisse le Créateur nous guider dans la poursuite de nos efforts pour la guérison, la justice et de justes relations et « qu'il guide notre pays sur une voie nouvelle et différente » (*En souvenir des enfants*, 2008).

**Dirigeants des communautés croyantes:**

Le Très Révérend Fred Hiltz  
Archevêque et primat  
Église anglicane du Canada

L.K. (R.P.) Messale Engeda  
Prêtre-président et administrateur  
Église orthodoxe éthiopienne du Canada

Dr. John Florentine Teruel  
Patriarche  
Église apostolique catholique du Canada

Rév. Dr. Susan C. Johnson  
Évêque nationale  
Église évangélique luthérienne au Canada

Sa Grâce Mgr Abgar Hovakimian  
Primat  
Église arménienne apostolique, diocèse du Canada

Dr Geevarghese Mar Theodosius  
Évêque du diocèse d'Amérique du Nord  
Église syrienne Mar Thoma

Rév. John Tonks  
Président  
Association canadien pour les libertés baptiste

Rév. Willard Metzger  
Secrétaire général  
Église mennonite du Canada

+Douglas Crosby  
Évêque de Hamilton et  
Président de la Conférence des évêques  
catholiques du Canada

+Irénée  
Archevêque d'Ottawa et l'archidiocèse du Canada  
Église orthodoxe d'Amérique

Elaine Bishop  
Clerc présidente  
Assemblée annuelle canadienne de la Société  
religieuse des Amis (Quakers))

+Anthony Mikovsky  
Évêque diocésan  
Église catholique nationale polonaise du Canada

Rév. Richard E. Hamilton  
Ministre régional  
Église chrétienne (Disciples du Christ) du Canada

Rév. Karen R. Horst  
Modérateur de la 141e assemblée générale  
Église presbytérienne du Canada

Rév. Darren Roorda  
Directeur ministères canadiens  
Église réformée chrétienne d'Amérique du Nord

Commissaire Susan McMillan  
Commandant territorial  
Armée du Salut, territoire du Canada et des  
Bermudes

Rév. John Kapteyn  
Secrétaire exécutif  
Synode régional du Canada, Église réformée  
d'Amérique

Son Éminence le métropolitain Yuriy (Kalistchuk)  
Primat  
Église orthodoxe ukrainienne du Canada

Le Rév. Jordan Cantwell  
Modérateur  
Église Unie du Canada

Le Rév. Zenji Nio  
Abbot-in-Chief, Panam Buddhist Temple  
Présidente, Conseil bouddhiste du monde

Dr. Amritpal Singh Shergill  
Présidente  
Organisation Sikh Mondiale du Canada

### **Dirigeants des organisations confessionnelles**

Canon Dr. Alyson Barnett-Cowan  
Présidente  
Le Conseil canadien des Églises

Rev. Dr. Terry Smith  
Deputy Executive Director  
Canadian Baptist Ministries

Will Postma  
Présidente  
Citoyennes pour une politique juste

Dr. Doug Blomberg  
Présidente  
Institute for Christian Studies

Pascale Frémond  
Présidente  
Religions pour la paix Canada

Le Conseil canadien des Églises coordonne cette déclaration et invite les chefs des communautés croyantes et des organisations confessionnelles à se joindre et à signer la déclaration. Pour plus d'informations, s'il vous plaît contactez-vous Peter Noteboom ([noteboom@councilofchurches.ca](mailto:noteboom@councilofchurches.ca)). Pour les communications, s'il vous plaît contactez-vous Jesse Hair ([hair@councilofchurches.ca](mailto:hair@councilofchurches.ca)).

Le Conseil canadien des Églises représente 25 confessions appartenant aux traditions anglicane, évangélique, de l'Église libre, orthodoxe de l'Est et orthodoxe orientale, protestante et catholique. Ensemble, nous représentons plus de 85% des chrétiennes et des chrétiens du Canada. Le Conseil canadien des Églises a été fondé en 1944.